

Philippe Raynaud

# «Les Français n'aiment pas l'Europe, mais n'ont pas l'intention d'en sortir»

## INTERVIEW

JOHAN-FREDERIK HEL GUEDJ

**P**hilosophe politique, Philippe Raynaud associe l'analyse de la France contemporaine au recul historique. La présidentielle lui paraît rebattre les cartes européennes.

**Certains ont souligné, notamment chez les Insoumis, que la légitimité du président Macron était tronquée, l'abstention et le vote blanc ou par défaut réduisant ses suffrages à quatre électeurs sur dix.**

Au lendemain de la présidentielle de 1969, René Andrieu, commentateur de L'Humanité, quotidien du Parti communiste, qualifiait Georges Pompidou de «Monsieur Tiers». Le président Macron rassemble 43,6% des inscrits, 2,7 millions de voix de plus que Hollande en 2012 et 1,7 million de plus que Sarkozy en 2007. Au second tour, l'opposition à son programme s'est d'abord ventilée entre l'abstention et le vote Le Pen.

Il n'y a pas de peuple virtuellement uni opposé à une minorité de possédants. Les 7 millions d'électeurs Mélenchon du premier tour seraient-ils plus légitimes que les 21 millions de suffrages du président Macron au deuxième? Leur absence du second tour serait-elle due à une erreur du suffrage universel? Leur programme de contestation radicale représente moins du quart de l'électorat et aurait une légitimité supérieure? Et ces trois segments de l'électorat forment-ils un tout homogène?

Il faut en soustraire un taux d'abstention incompressible. Et les électeurs de François Fillon ne se sont pas abstenus pour manifester leur adhésion à la France insoumise. C'est soit un appel peu républicain à l'insoumission, soit un vœu pieux pour les législatives.

**Le président Macron vise à parachever la recomposition. En aura-t-il les moyens?**

La droite des Républicains et le centre de l'UDI ne sont pas en position de créer une majorité législative. Les électeurs sont démobilisés. Signe éloquent, les candidats peinent à recruter des assesseurs pour les scrutins à venir. La fin du cumul des mandats incite les élus à conserver leur fonction locale de préférence à un siège parlementaire. Mécaniquement, beaucoup de nouveaux candidats n'auront donc pas l'avantage d'un ancrage par rapport à ceux de la République en marche. Et le résultat final de Macron (66,1%), très supérieur aux prévisions, incitera les hésitants au réflexe légitimiste.

À court terme, il se place dans l'hypothèse qui était déjà celle de Bayrou: profiter de la présidentielle pour recomposer la vie politique française autour du centre. Le parti central ne tirerait plus sa puissance de sa capacité à s'aligner tantôt avec la droite, tantôt avec la gauche, mais de sa propre légitimité majoritaire. C'est assez peu compatible avec le scrutin à deux tours.

Le président a besoin d'un mouvement large, d'où la nécessité d'ouvrir le mode de scrutin et de miser sur des «majorités d'idées». S'il n'a pas la majorité absolue, il devra recourir à l'article 49.3, où le Premier ministre contourne le Parlement.

Depuis le précédent du gouvernement Rocard (1988), son usage a été limité par la réforme de 2008. Un macroniste a souligné que les partis sont allergiques à la nouvelle légitimité présidentielle: c'était le langage

gaulliste. En somme, nous aurions un centrisme mâtiné de néo-gaullisme. Les mariages de raison sont parfois les plus solides. Ensuite, beaucoup dépendra de l'introduction de la proportionnelle et de la réduction du nombre des députés.

**Cela ira-t-il de pair avec un double si-phonnage des Républicains à droite et du PS à gauche?**

Ne poussons pas la symétrie: Fillon a fini troisième, dans la moyenne basse de son parti. La droite résiste bien à l'attraction du FN. À long terme, si ce dernier cesse d'être un parti attrape-tout et se concentre sur sa composante conservatrice, il perdra des voix mais y gagnera en possibilités d'alliances, devenant un partenaire possible de combinaisons à droite.

À gauche, au premier tour, avec 6%, le PS s'effondre à son plancher de 1969. Plusieurs de ses dirigeants ont franchi le Rubicon de la nouvelle majorité, ou cherchent une alliance du parti avec la République en marche. Le scénario de l'éclatement du PS était déjà envisagé par les courants Valls ou Hollande avant le début de la campagne.

La France Insoumise deviendrait-elle pour autant l'axe d'une nouvelle Union de

la Gauche dominée par sa frange radicale? C'est peu probable. Nombre de cadres et d'électeurs de Mélenchon sont déroutés par ses choix. Beaucoup de soutiens du PS réclamant moins d'austérité ne suivront pas longtemps un radical égocentrique.

**Avec sa brutalité, Marine Le Pen n'a en fait pas su saisir certaines demandes contradictoires du peuple...**

Elle espérait maximiser ses gains avec une campagne prétendument anti-système.

Plusieurs séquences, dont l'épisode Whirlpool, ont été déterminantes. Sur ce parking d'usine, elle se posait en défenseur des ouvriers en lutte contre l'appareil syndical prêt à les trahir.

Macron a d'abord joué la carte du dialogue syndical, puis accepté la rencontre directe, confortant son autorité. D'autre part, Marine Le Pen s'est voulue rassurante en apportant une réponse inquiétante à une question hors sujet: le maintien dans l'euro. Enfin, sa posture agressive lors du débat («Hollande junior», «les banques vous tiennent») s'est retournée contre elle.

Marion Maréchal Le Pen a résumé l'échec: l'incapacité de pousser à un «réfé-

*rendum pour ou contre la France, [...] pour ou contre l'Europe*». Les Français ne débordent pas d'amour pour les institutions européennes, mais ils n'ont pas l'intention d'en sortir. Ils critiquent certains aspects de l'entrée dans l'euro, mais tous les scénarios de sortie leur paraissent pure folie. Pour eux, le Frexit est une aventure périlleuse. Or, le programme social incohérent du FN reposait sur le préalable de la sortie de l'euro, invoquant la Norvège, la Suisse ou la Grande-Bretagne, qui ne sont jamais entrées dans l'euro, mais n'ont appliqué aucun programme comparable.

Il n'est pas polémique de souligner que tous ces thèmes, excepté l'immigration, sont peu ou prou ceux de la France Insoumise, et que cela contrastait avec le slogan initial de sa campagne: la France apaisée. Son durcissement de l'entre-deux-tours a paru déstabiliser Macron, mais sa position extrême, intenable à long terme, et son échec attestent d'une société moins clivée qu'on ne le croit. Le vote Macron par défaut se positivra sans doute et l'absence d'état de grâce en accroît les chances. N'oublions pas qu'un président qui n'aurait pas de majorité législative claire d'emblée peut conserver et élargir ses soutiens. C'est ce que Madame May est en passe de réussir au Royaume-Uni.

**Quelles seront les premières échéances majeures?**

Le président Macron s'est fixé un enjeu décisif: faire adopter une réforme importante du marché du travail en septembre. Ses adversaires misent sur une protestation sociale rendant son programme inapplicable: son sort scellé, il serait «hollandisé». Rien n'est moins sûr: l'électorat est prévenu de ses intentions, et sa majorité pourrait s'avérer plus solide que celle de son prédécesseur.

En 2012, dans la majorité parlementaire composée par Martine Aubry, les courants anti-Hollande étant sur-représentés, Jean-Marc Ayrault n'avait pas les moyens de discipliner ses troupes. La majorité du président Macron sera plus alignée. C'est d'autant plus vrai que les excès de Marine Le Pen ont montré jusqu'où une large majorité de l'électorat était prête à aller trop loin. Au-delà des rancœurs françaises, Macron vise à inspirer un «*désir d'avenir*», pour reprendre le slogan de Ségolène Royal. La bienveillance en prime.

**L'élection française marque-t-elle un coup d'arrêt à la vague populiste?**

La vague est mondiale. Le vent du boulet est-il passé? Il faut restituer le cas français dans une série: élections polonaises, prési-

dentielle américaine, Brexit, élections néerlandaises et autrichiennes. Ce qui apparaissait en Angleterre comme un choix un peu technique entre maintien ou sortie de l'UE, ou aux Pays-Bas comme un débat sur l'Europe et l'immigration, devient en France un choix radical entre libéral réformateur et candidate extrémiste.

La politique française, c'est ce qui en fait le charme au plan esthétique et le malheur au plan des réalités, oblige toujours à sortir de l'ambiguïté. La prudence n'est pas sa vertu naturelle, car elle pousse les conflits au-delà de toute possibilité de compromis. Ce qui aura sans doute valeur de coup d'arrêt à cette vague.

L'esprit de la V<sup>e</sup> République. L'histoire, le régime, le système, Philippe Raynaud,

Éditions Perrin, 250 p., 19,90 €

**Le vote Macron par défaut se positivra sans doute et l'absence d'état de grâce en accroît les chances. N'oublions pas qu'un président qui n'aurait pas de majorité législative claire d'emblée peut conserver et élargir ses soutiens.**